



Actuellement, Migros verse 79 centimes par litre de lait aux producteurs, alors qu'il en faudrait 98 pour couvrir les coûts. Marie-Lou Dumaithioz

# Migros est sous pression pour proposer du lait équitable

**Lancement d'un appel public** Du PS à l'UDC en passant par la FRC, une alliance veut faire plier le géant orange. Son but: que les agriculteurs puissent vivre de leur production.

## Florent Quiquerez

On parle de dumping – pour évoyer le prix du lait – d'extinction de masse – pour décrire la disparition des fermes – et de cynisme – pour qualifier l'attitude de Migros. Ce lundi à Berne, l'Association de soutien au lait équitable (ASLE) a utilisé des mots qui claquent pour lancer un appel aux consommateurs. Son but: faire pression sur le géant orange pour qu'il propose dans son assortiment un lait qui permet aux paysans de couvrir leurs coûts de production.

Pour défendre ce projet, deux conseillers nationaux, Benoît Gaillard (PS/VD), par ailleurs président de l'ASLE, et Jacques Nicolet (UDC/VD), agriculteur. À leurs côtés, on trouve aussi Laurianne Altwegg, responsable environnement, agriculture et énergie à la Fédération romande des consommateurs (FRC). Et avant d'entrer dans le détail de leurs revendications, il faut rappeler le contexte dans lequel elles s'inscrivent. Accrochez-vous, ce n'est pas tout simple.

## Le prix du lait: un casse-tête

Toute personne qui côtoie de près ou de loin le monde agricole sait que le prix du lait est un sujet de préoccupation permanent, mais aussi un casse-tête économique. Pour faire simple, disons que depuis la libéralisation du marché dans les années 90, les crises s'enchaînent. Si le lait destiné à la fabrication de fromage est mieux rémunéré que le lait industriel, la tendance est la même: la baisse des prix.

C'est vite vu, alors qu'en 2016, Agridea (centre de conseil indépendant pour l'agriculture) estimait que le prix du lait devait être de 98 centimes par kilo pour couvrir les prix de production, les producteurs de lait ont touché en moyenne 67 centimes l'an

dernier. Conséquence: en vingt ans, la moitié des fermes ont dû fermer leurs portes.

En payant le kilo de lait à hauteur de 79 centimes, Migros fait mieux, mais se situe toujours en dessous du seuil de rentabilité. Et si le groupe est pointé du doigt par l'association, c'est pour deux raisons. D'une part, Migros est l'acteur N° 1 du marché, celui qui, selon l'ASLE, doit montrer la voie. D'autre part, Migros a déjà tenté l'aventure du lait équitable en 2021 en vendant du lait «Faireswiss». Avant de le retirer après 12 mois.

«Migros exerce une pression énorme sur l'industrie laitière, réagit Benoît Gaillard. Or, comme tout le monde en Suisse, les agriculteurs ne veulent qu'une chose: pouvoir vivre de leur travail. Cela passe par des prix équitables.» Et de rappeler que 370'000 litres de lait équitable avaient été vendus par Migros en un an.

Revenant sur la disparition des fermes, Jacques Nicolet prévient: «Si cela continue, nous ne pourrons plus approvisionner la population en lait suisse. Or, il en va de notre sécurité alimentaire.» Sa crainte: que la Suisse soit dépendante des importations.

Du côté de la FRC, Laurianne Altwegg soutient cet appel à réintroduire le lait équitable. «Si les consommateurs savent que l'argent profite réellement aux producteurs et aux travailleurs agricoles, ils sont tout à fait prêts à payer un peu plus cher.»

## Migros ne changera rien

Interpellé ce lundi, Migros rejette fermement les accusations selon lesquelles le groupe refuse de payer un prix correct aux producteurs de lait. «Le groupe Elsa, transformateur de lait pour Migros, s'engage à payer des prix du lait supérieurs à la moyenne. Actuellement, le prix du lait payé

par le groupe Elsa figure parmi les plus élevés en Suisse.»

Et le porte-parole de Migros d'ajouter qu'Elsa suit toujours les évolutions du prix de référence. «Il est également essentiel pour nous de garantir des prix compétitifs à toutes nos productrices et tous nos producteurs, et pas uniquement à celles et ceux dont le lait est utilisé pour des produits spécifiques, comme le «lait équitable.»

**«Migros nous explique qu'elle réalise ses marges sur le dos des contribuables, dont les impôts servent à financer les paiements directs.»**

**Benoît Gaillard**  
Conseiller national (PS/VD)

par exemple. «Il existe en Suisse un consensus sociopolitique sur le fait que des pans importants de l'agriculture sont protégés par des droits de douane et que les agriculteurs sont en outre indemnisés financièrement par la Confédération pour leurs prestations d'intérêt général à hauteur d'environ 2,8 milliards de francs par an.»

Un point qui a fait bondir Benoît Gaillard. «En clair, Migros nous explique qu'elle réalise ses marges sur le dos des contribuables, dont les impôts servent à financer les paiements directs.»

Une interprétation que réfute Migros, qui estime avoir été mal comprise. Le but de sa réflexion était de dire qu'on ne peut pas comparer la réalité des producteurs qui travaillent sans système juridique ou protection sociale à celle des paysans suisses. «En tant que transformateurs et détaillants, nous nous efforçons de payer aux producteurs suisses des prix corrects pour leurs produits», insiste Migros.

## Un Röstigraben du lait?

Quel que soit le sens dans lequel ira cet appel, il est un élément qui interpelle: les quatre intervenants présents ce lundi à Berne étaient tous francophones. Ce n'est pas une surprise. Quand il est question d'agriculture, le Röstigraben n'est jamais très loin, entre des Romands qui accordent une grande importance à la préservation des terroirs et des Alémaniques qui sont davantage tournés vers les meilleurs prix pour le client.

«Notre pendant alémanique va diffuser l'appel», rassure Laurianne Altwegg. «Des élus alémaniques UDC nous soutiennent aussi, ajoute Benoît Gaillard. Mais c'est vrai qu'il y a une sensibilité différente. Dans mon camp politique, il y a un travail de conviction à faire. Je m'y attelle.»